

22 janvier 2025

Prévisions viande bovine 2025 : La production baisse encore, bousculée par le sanitaire

Après une quasi-stabilité en 2024, la production de viande bovine française devrait de nouveau baisser en 2025. Le contexte sanitaire complexe génère une surmortalité et des problèmes de fertilité, qui viennent apporter un coup supplémentaire à une production de viande déjà durablement affectée par la réduction des cheptels allaitants et laitiers, en cours depuis maintenant 8 ans. Les exportations de brouards devraient chuter plus fortement encore qu'en 2024. La baisse de consommation serait limitée et inférieure à la baisse de production, avec pour conséquence davantage d'importations. Les exportations de viande resteraient dynamiques vers un marché européen en manque de viande de jeunes bovins.

-1,8% pour la production française de viande bovine en 2025

La production de bovins finis devrait connaître en 2025 une baisse plus marquée, à -1,8% /2024 soit 1,290 million de tonnes équivalent carcasse. La production de femelles devrait baisser nettement (-27 000 têtes), une réduction dont l'ampleur exacte sera directement liée aux évolutions du contexte sanitaire, dont les impacts sont encore incertains. La baisse de production des veaux de boucherie devrait s'infléchir, à -2% en 2025. La production de taurillons et taureaux se stabiliserait, tandis que les bœufs devraient poursuivre leur progression (+5 000 têtes). Ce regain de dynamique d'engraissement des mâles a pour corollaire l'accélération du reflux des exportations de brouards, estimées à -8% en 2025.

France : Production nette de bovins finis (1 000 têtes) et exportations de brouards (1 000 têtes)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024 ^e	2025p	2024e/23	2025p/24e
Femelles	832	843	839	811	763	757	730	-0,8%	-3,6%
Taurillons et Taureaux	369	374	371	351	349	356	357	+2,1%	+0,3%
Bœufs	58	57	56	53	52	54	59	+4,0%	+10,0%
Total gros bovins	1 260	1 274	1 266	1 215	1 163	1 167	1 146	+0,3%	-1,8%
Veaux de boucherie	184	178	178	164	154	147	144	-4,3%	-2,0%
Total viande bovine	1 443	1 452	1 444	1 379	1 317	1 314	1 290	-0,3%	-1,8%
Export brouards (1 000 têtes)	1 168	1 142	1 149	1 068	995	939	862	-5,6%	-8,2%

Source : GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI, Normabev et prévisions propres.
e : estimations ; p : prévisions

Repli de la production de femelles, dans un contexte d'incertitudes sanitaires fortes

Si les abattages de femelles se sont largement moins réduits qu'attendu en 2024, c'est au prix d'une reprise de la dynamique de décapitalisation, en lien avec les problèmes de fertilité. Pour 2025, sauf aggravation de la situation sanitaire, nous attendons de moindres réformes allaitantes (-24 000 têtes) et surtout laitières (-67 000 têtes), des volumes en partie seulement compensés par davantage d'abattages de génisses (+9 500 têtes). Les poids carcasse des femelles devraient poursuivre leur hausse, résultant en une baisse de production en tonnage, de -3,6% /2024.

La décapitalisation des cheptels laitier et allaitant a continué de s'atténuer sur les 3 premiers trimestres de l'année 2024, mais le contexte sanitaire est venu accentuer la baisse des cheptels de mères depuis l'automne. Les vêlages issus de génisses ont en effet été fortement réduits en octobre et en novembre, alors même que les réformes ont au contraire été dynamiques, et que les taux de mortalité des vaches se sont trouvés renforcés tout au long de l'année. Si ces moindres entrées en production de génisses pourraient correspondre à de simples retards et donc être rattrapés dans la suite des campagnes de vêlage, de nombreuses remontées terrain font état d'avortements et nous font craindre une atteinte plus durable des cheptels.

Le **cheptel de vaches laitières** était en recul de -2,1% au 1^{er} décembre 2024, contre encore -1,6% au 1^{er} octobre 2024, du fait de ces moindres vêlages de primipares à l'automne. Nous estimons que le contexte laitier porteur devrait encourager les éleveurs à conserver les femelles pour les remettre en production et poursuivre l'atténuation de la décapitalisation, jusqu'à atteindre -1,1% fin 2025. Les génisses disponibles en ferme pour le renouvellement sont moins nombreuses ; les abattages de vaches devraient alors se limiter à 768 000 têtes, soit 8% de moins qu'en 2024. Une légère hausse des poids carcasse pourrait atténuer la baisse en tonnage, qui se limiterait à -7,6% / 2024.

Le cheptel de **vaches allaitantes** connaît une dynamique en apparence comparable : il enregistrait un recul de -2,0 % au 1^{er} décembre, contre -1,6% au 1^{er} octobre. Il est cependant plus affecté encore par le contexte sanitaire, avec des mortalités de vaches en légère hausse, et une baisse de fertilité non seulement au niveau des génisses mais également des vaches, donnant lieu à une contraction nette des naissances depuis début septembre. Dans ce contexte d'incertitudes sanitaires qui affecte le moral des éleveurs, nous supposons que l'année 2025 verra une poursuite de la dynamique de décapitalisation au rythme de 2024, avec un cheptel attendu à -1,8% fin 2025. Les effectifs de génisses seraient légèrement renforcés en ferme, mais ce surplus pourrait en partie s'orienter vers l'engraissement, avec une baisse des entrées en production de primipares. Nous attendons alors 656 000 réformes allaitantes, en baisse de 3,6% /2024.

Les abattages de **génisses** devraient pour leur part afficher une hausse de 9 500 têtes (ou +1,9%) , notamment du fait de la présence renforcée de génisses croisées lait x viande.

Chute des exportations de broutards (-8%)

Si le rythme du recul des exportations de broutards s'est légèrement atténué en 2024 (-5,6% /2023 contre environ -7% les deux années précédentes), il devrait à nouveau s'amplifier en 2025, autour de -8 % soit -77 000 têtes d'après nos estimations. En cause, la baisse du cheptel, les problèmes de fertilité et la réorientation des broutards vers les ateliers d'engraissement français.

Les **naissances issues du cheptel allaitant se contractent durablement** sous l'effet de la décapitalisation, pénalisant le disponible en mâles et génisses de type viande. Les problèmes sanitaires viennent se superposer et affecter les naissances d'automne, habituellement stables d'une année à l'autre. Ainsi au 1^{er} décembre 2024, les mâles âgés de 6 à 12 mois affichaient une baisse de 15 000 têtes (-2%), tandis que les moins de 6 mois reculaient de 51 000 têtes, soit -9% /2023.

Les **engraisseurs français sont parvenus à stabiliser leurs achats** en 2024, malgré les faibles disponibilités, et ce au détriment des exportations de broutards qui ont baissé de 5,6% en 2024. Ce dynamisme de l'engraissement français devrait se poursuivre au 1^{er} semestre 2025, mais les tensions déjà fortes sur le marché européen du broutard devraient s'amplifier au 2nd semestre, et conduiraient à exporter une proportion un peu plus forte des mâles disponibles. Au total sur l'année, les exportations de broutards devraient connaître une baisse inédite, autour de -8,2% /2024.

Consolidation des sorties de taurillons (+0,3%)

La production de mâles non castrés devrait être stable en 2025, malgré de fortes tensions sur le broutard.

Si la baisse de production de jeunes bovins de type laitier a été plutôt modeste en 2024 (-2,5 %/2024, - 3 000 têtes), elle devrait s'accroître de nouveau en 2025. Les effectifs de mâles laitiers de plus de 6 à 18 mois présents en BDNI sont en effet en baisse marquée. Nous attendons ainsi une production en baisse d'environ 8 000 têtes en 2025.

La production de jeunes bovins de type viande est en revanche dynamique, relativement aux mâles disponibles pour engraissement. Les effectifs présents en fermes laissent attendre une production en hausse au 1^{er} semestre, mais probablement légèrement baissière au 2nd semestre ; au total nous attendons une légère hausse des sorties de jeunes bovins de type viande sur l'année, autour de +6 000 têtes.

La production de mâles non castrés devrait ainsi afficher une légère baisse en têtes, baisse toutefois compensée par la hausse du poids moyen liée d'une part à la plus grande proportion d'animaux de type viande, et d'autre part à la progression génétique des poids des bovins de races à viande.

Par ailleurs, même si elle reste secondaire en tonnages, la production de bœufs marque un retour inattendu en 2024, avec +4% /2023. La forte hausse des effectifs en ferme de mâles âgés de plus de 2 ans nous laisse présager d'une hausse des abattages encore plus marquée en 2025, autour de +10%.

Baisse moins prononcée pour les veaux de boucherie

La production de veaux de boucherie a enregistré une baisse moins marquée en 2024, limitée à 4% contre 7% les deux années précédentes. La production pourrait encore mieux résister en 2025 (-2%).

La production de veaux de boucherie est en baisse structurelle, mue d'une part par le recul de consommation qui incite les intégrateurs à réduire chaque année la production pour maintenir un marché fluide, et d'autre part par le difficile renouvellement de la production (départs en retraite, hausse des coûts de construction des bâtiments). L'évolution des coûts alimentaires et énergétiques avait conduit les intégrateurs à réduire drastiquement les mises en place et donc la production en 2022 et 2023. Les niveaux de charges de l'atelier se sont stabilisés en 2024 et la production de veaux a ainsi retrouvé une dynamique moins baissière (-4,3% en 2024 /2023), et a même montré quelques signaux positifs en particulier au niveau du remplacement des départs en retraite. Nous attendons ainsi en 2025 une baisse encore ralentie, autour de -2% en têtes et en tonnages.

La consommation baisserait moins que la production

En 2025, la consommation de viande bovine pourrait baisser moins fortement que la production. Par ailleurs les volumes exportés resteraient relativement dynamiques, compte tenu de la demande chez nos partenaires européens. Ces deux évolutions se traduiraient par des importations en légère hausse.

Nous prévoyons une baisse limitée de la consommation par bilan en 2025 (-1,0% /2024). Les volumes consommés ont déjà reculé significativement en 2023 et 2024 sous l'effet de l'inflation et de la contraction du pouvoir d'achat. Après avoir ralenti en 2024, l'inflation devrait rester faible en 2025. Le bœuf reste par ailleurs une viande très appréciée des familles et bien mise en avant en restauration. Cela devrait limiter la baisse des volumes consommés. **Toutefois, la consommation de viande française (VBF) se réduirait plus fortement (-2,5% /2023) compte tenu de la baisse des abattages de femelles, principale viande consommée en France.**

Les importations devraient rebondir (+3%) pour compenser le recul des abattages et notamment ceux de femelles. La viande importée devrait toutefois arriver à un prix plus élevé que l'an dernier étant donnée la baisse des cheptels en UE.

Les exportations de viande augmenteraient légèrement (+1%), stimulées par un marché européen qui a retrouvé du dynamisme et qui manque de jeunes bovins. La production est en effet attendue en baisse significative en Italie et en Allemagne.

France : Bilan d'approvisionnement en viande bovine – veau inclus (1 000 téc)

1 000 téc	2019	2020	2021	2022	2023	2024-e	2025-p	2024e /23	2025p /24e
Abattages	1 443	1 452	1 444	1 379	1 317	1 314	1 290	-0,3%	-1,8%
Imports viande	333	279	314	378	356	352	365	-1,0%	+3,5%
Exports viande	231	226	250	245	215	237	240	+10,0%	+1,3%
Consommation	1 545	1 506	1 508	1 511	1 458	1 430	1 415	-1,9%	-1,0%
dont conso VBF	1 213	1 226	1 194	1 134	1 102	1 077	1 051	-2,3%	-2,5%

Source : GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage

e : estimations ; p : prévisions

*VBF : viande bovine française

NOTA : Toutes ces prévisions ont été élaborées par le GEB-Département Économie de l'Institut de l'Élevage

Pour plus d'information : Éva GROSHENS eva.groshens@idele.fr

Caroline MONNIOT : caroline.monniot@idele.fr

L'Institut de l'Élevage en bref...

« Construisons ensemble les avenir de l'élevage »

La vocation de l'Institut de l'Élevage est d'améliorer la compétitivité des élevages herbivores et de leurs filières dans un contexte en perpétuelle mutation. Ses travaux apportent des solutions techniques et innovantes aux éleveurs de bovins, ovins, caprins et équins et aux acteurs économiques des filières. Ils fournissent des éléments de réponse aux questions sociétales et aux enjeux d'actualité. En étroite collaboration avec ses partenaires, l'Institut de l'Élevage conduit des expérimentations et élabore des méthodes, des documents techniques et des outils destinés aux techniciens et aux éleveurs. Intégrant les derniers résultats de la recherche, ces productions sont porteuses de conseils, références et recommandations validés et actualisés régulièrement. A la convergence de la recherche et du conseil, les principales missions de l'Institut de l'Élevage sont la production et la transmission de ces connaissances.

... et en quelques chiffres :

36 millions d'euros de budget – un effectif de 320 personnes dont 280 ingénieurs et techniciens – 11 antennes régionales en plus du siège parisien – 30 thématiques étudiées – 500 publications et une quinzaine de journées techniques par an – une offre de 150 formations.

Contact presse :

Institut de l'Élevage (idele)
06 46 77 02 41
presse@idele.fr



L'Institut de l'Élevage est membre du réseau Acta-les instituts techniques agricoles

